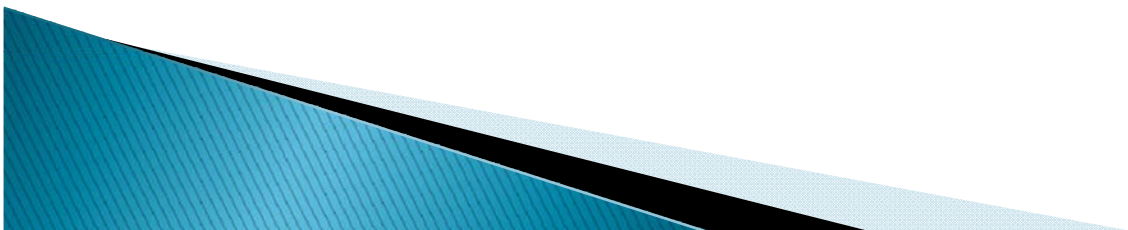


# *La décentralisation et le printemps Arabe*

15 Avril 2013

# Plan

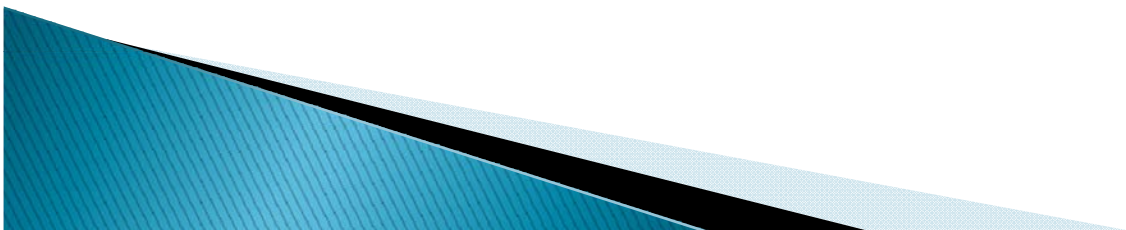
- I- Diagnostic du système de gouvernance tunisien avant la révolution
- II- Elaboration d'une stratégie basée sur le renforcement des structures décentralisées
- III- Evaluation de la gouvernance locale
- IV- Traduire les résultats de l'évaluation en recommandations



# I– Diagnostic du système de gouvernance tunisien avant la révolution

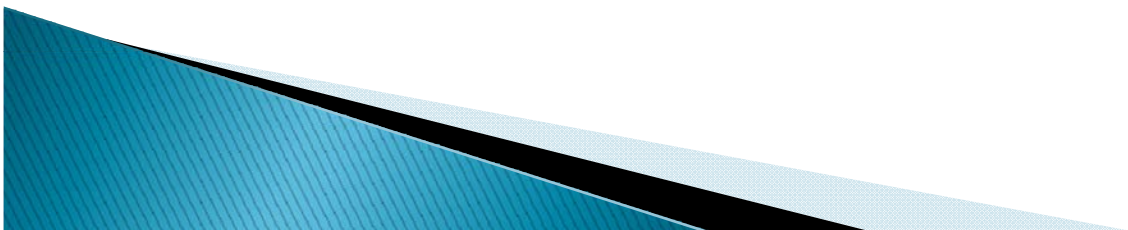
- ▶ La Tunisie a connu avant la révolution une mauvaise gouvernance, qui a conduit à un lourd passif de développement. En effet, le cadrage local était très faible et la volonté politique d'une bonne gouvernance locale était absente. L'approche de la gouvernance était centralisée et avait le caractère « top-down ».

En effet les défaillances majeures du système de gouvernance Tunisien d'avant la révolution sont les suivantes :



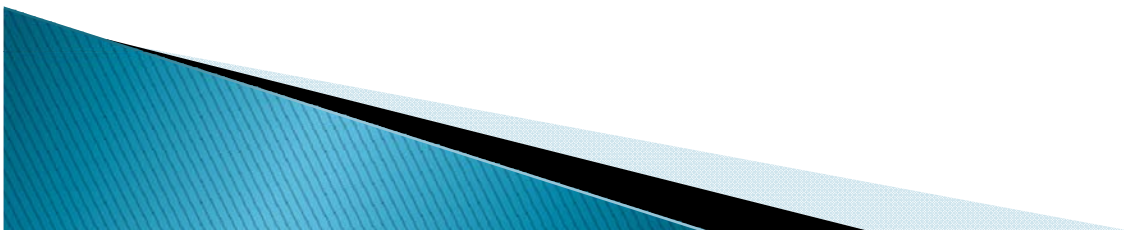
## 1 –Le déséquilibre régional

Il se matérialise par un phénomène de concentration manifeste en faveur des zones côtières à tous les niveaux : 75% de la valeur ajoutée, 95% de l'économie (industrie et tourisme), 68% de la population, 80% du parc internet, les technopoles, le trafic aérien...



## 2– Le déséquilibre des systèmes urbains aux niveaux national et régional

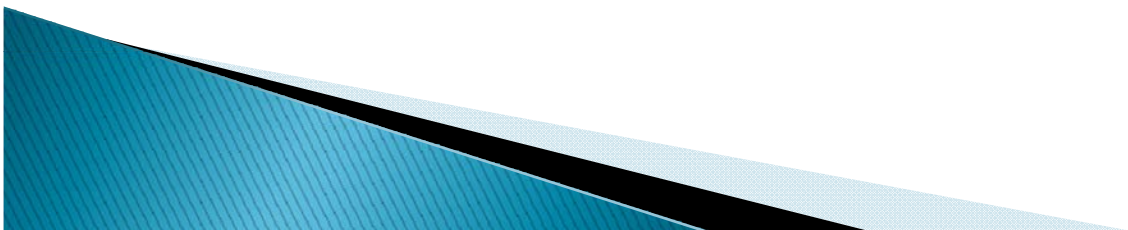
- Le déséquilibre urbain au niveau national est caractérisé par une carence manifeste des villes moyennes exprimant ainsi la forte centralisation du système Tunisien.
- Le déséquilibre des systèmes urbains régionaux : tous les systèmes urbains, à part celui qui se trouve autour de la capitale, sont touchés par un retard accru.



### 3– Un réseau de transport focalisé sur le littoral et articulé sur la Capitale

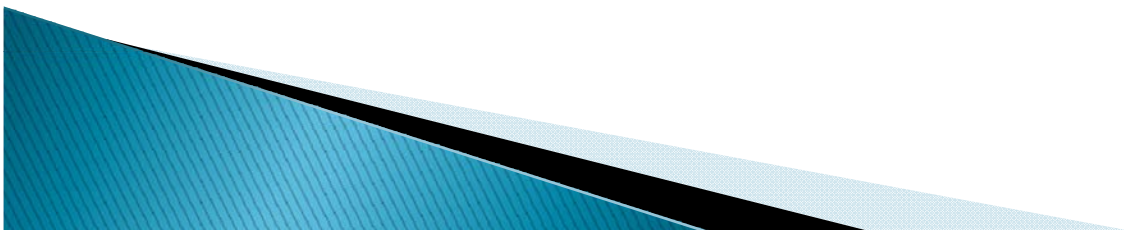
Tous les réseaux sont basés:

- ✓ Soit sur Tunis (le réseau routier, le réseau ferroviaire...) exprimant la forte dépendance du centre.
- ✓ Soit sur le littoral : routes, rail, ports et aéroports....



## 4– La gouvernance locale et régionale est totalement déficiente

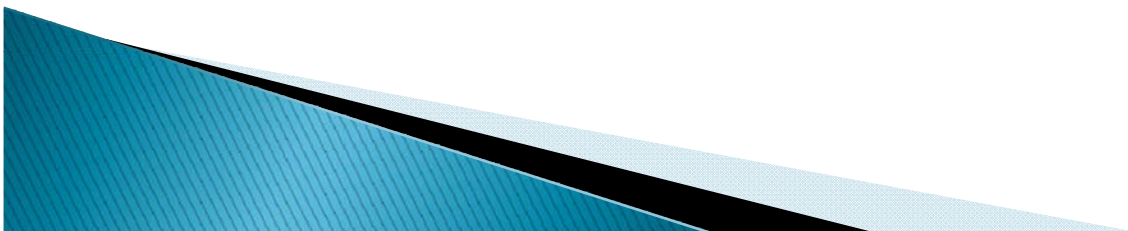
L'absence de la région, la non représentativité des conseils régionaux et locaux, la non municipalisation de la majorité du territoire (statut rural) et l'absence d'institutions intercommunales dans les grandes villes, a conduit à un mauvais développement régional.



## II– L'élaboration d'une stratégie basée sur le renforcement des structures décentralisées

Le nouveau dispositif s'inspire des expériences internationales en matière de décentralisation.

Compte tenu de cette inadéquation entre zones littorales et « autres zones » et pour instaurer une gouvernance locale participative, le Ministère du Développement Régional et de la Planification propose ce qui suit :

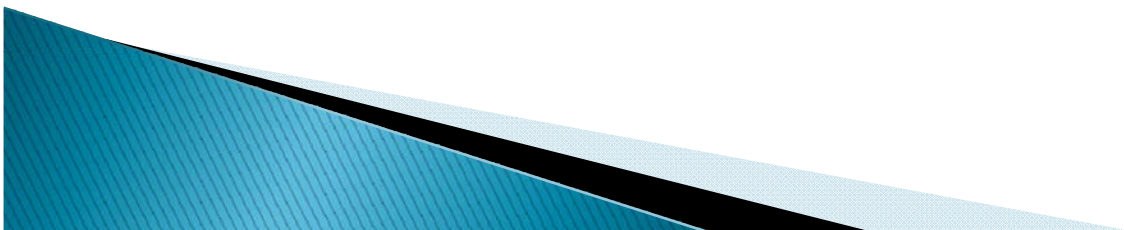




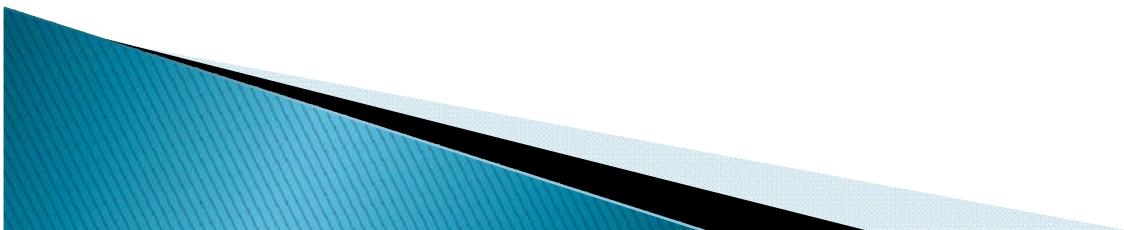
## 1 –Créer des institutions appropriées

Il s'agit de créer des institutions fiables et efficaces, capables d'anticiper et de trouver des solutions adaptées aux problèmes auxquels elles font face.

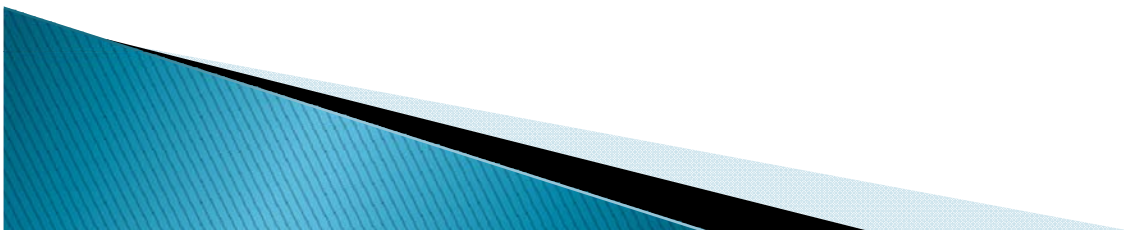
- Redéfinir la région et ses institutions et leur donner les moyens humains et financier. Une région n'est pas un simple découpage spatial, elle est avant tout un pouvoir de décision territoriale qu'il faudrait définir, préciser et lui donner les moyens.



- Doter les grandes villes de structure de planification et de gestion urbaine,
- Revoir les attributions et le statut de l'aménagement tant au niveau national que régional.
- Permettre aux collectivités locales et régionales de se prendre en charge à travers des conseils locaux et régionaux élus démocratiquement a même de prendre en charge et de débattre de leurs priorités et leurs nécessités et les doter des moyens d'action au niveau institutionnel, financier et foncier.

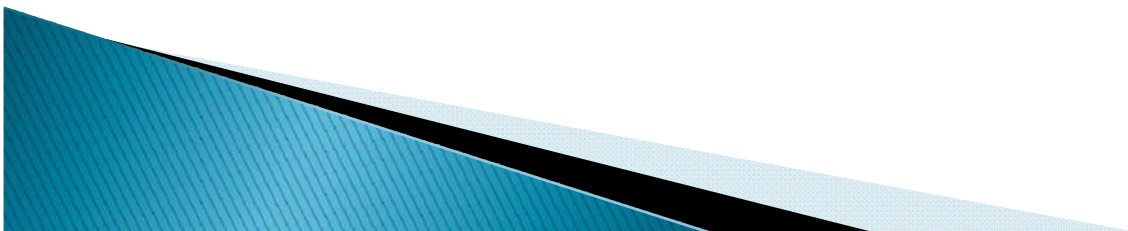


- Réviser totalement le système fiscal, notamment la fiscalité locale pour doter les communautés territoriales des moyens adéquats sur la base de l'équité et de la solidarité territoriales tout en incitant les dynamiques locales (industrie, tourisme...).
- Une péréquation territoriale doit être établie pour doter les collectivités territoriales (locales, régionales), l'Etat, en favorisant la solidarité territoriale à travers les mécanismes de transfert spatial des communes créatrices de richesses vers les communes démunies



## 2–Promouvoir un processus de développement participatif assurant la gouvernance territoriale

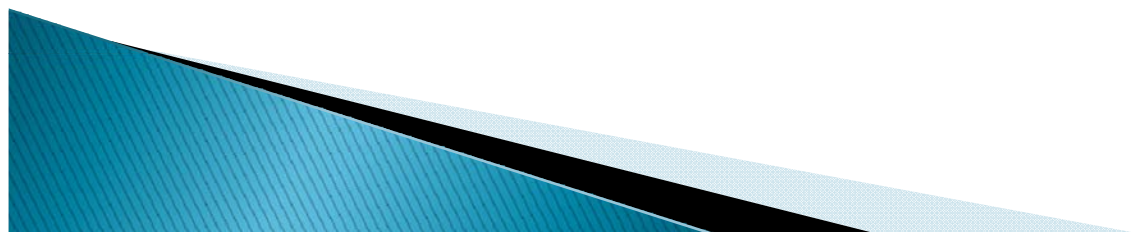
**La décentralisation constitue la seule garantie d'un développement régional et local efficace et opérationnel permettant un développement ascendant « Bottom-Up » et non « Top-Down » qui émane des collectivités territoriales.**



### 3–Un découpage territorial souple et évolutif

Il s'agit de mettre en œuvre un découpage spatial stable et évolutif à la fois permettant la comparabilité et le passage d'une échelle à une autre par simple recomposition :

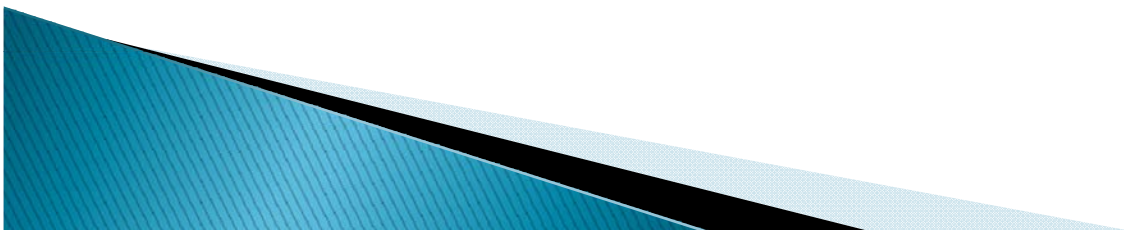
- Municipalisation totale du territoire avec des communes rurales et des communes urbaines



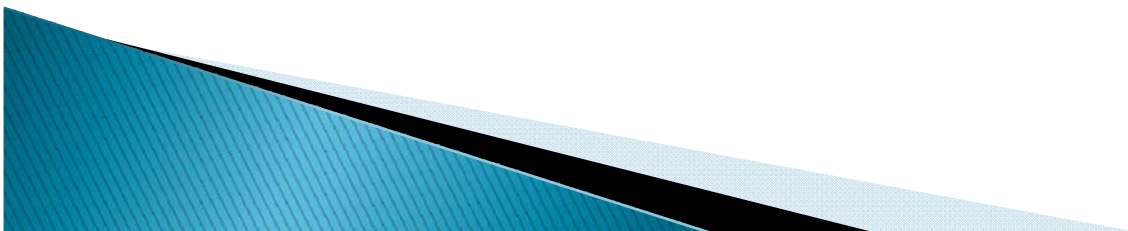
## 4–Une loi d'orientation générale pour l'aménagement et le développement territorial

Il s'agit de :

- Etablir une feuille de route pour réduire les inégalités et les déséquilibres sans porter atteinte à la dynamique des espaces en forte croissance.
- Favoriser la solidarité territoriale en incitant la compétitivité interrégionale et en profitant des incitations internationales.
- Préserver les ressources et le patrimoine dans une optique de durabilité .
- L'équilibre territorial n'existe qu'à travers l'équilibre des pouvoirs, il s'agit de procéder à une redistribution des compétences et des moyens entre les différents acteurs.

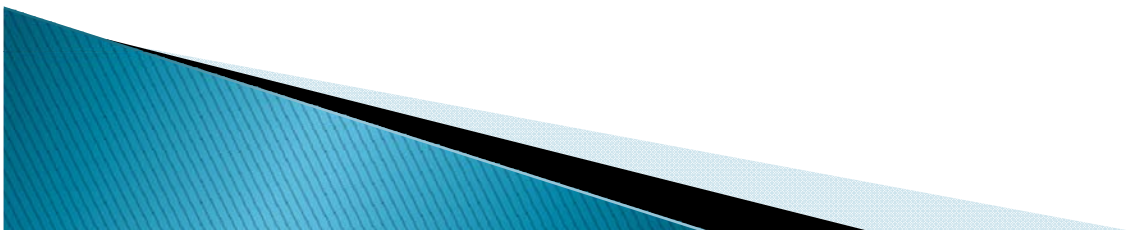


→ La démocratie locale n'existe pas sans ce partage et la décentralisation n'a pas de sens sans une nouvelle négociation des pouvoirs (central, régional, local).



## 5–Renforcer la cohésion territoriale et empêcher la marginalisation des régions à faible développement

- Renforcer la cohésion à l'échelle nationale
- Soutenir les régions rurales dont les populations ont l'accès très réduit aux biens et aux services conditionnant le développement socio –économiques
- Structurer et revitaliser les villes et d'autres entités en train de perdre leur fonction traditionnelle
- Surmonter les difficultés liées à l'emplacement géographique des régions frontalières

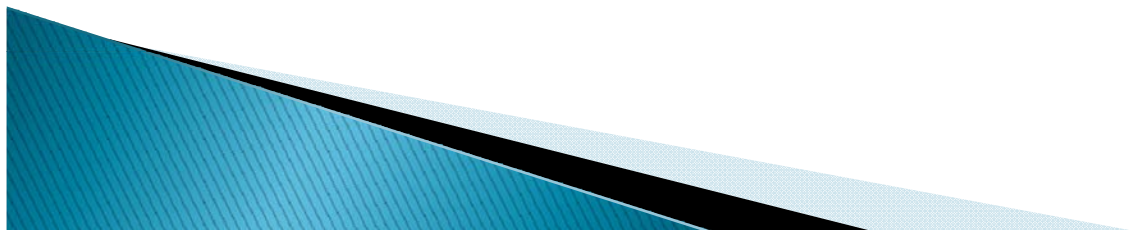




## 6-Elaborer un contrat territorial

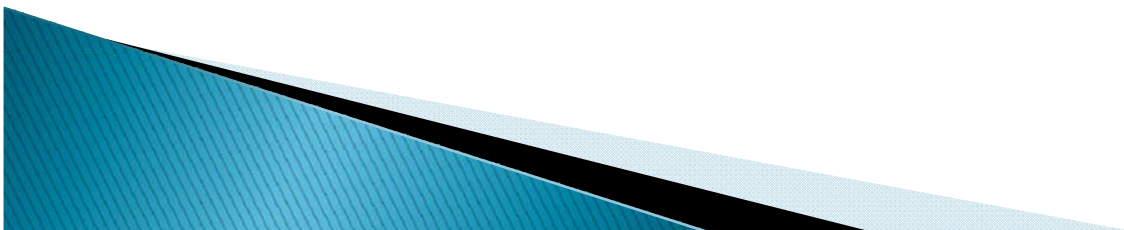
L'ancien modèle descendant, prescriptif doit être remplacé par un modèle contractuel qui assurera :

- Une meilleure adaptation d'une intervention sectorielle aux besoins régionaux en comparant les priorités au niveau national et les besoins et attentes au niveau régional,
- La complémentarité des investissements à travers la réalisation des initiatives élaborées conjointement par le gouvernement et l'administration locale et à travers la corrélation de différents projets dans le sens du développement choisi.



### III– L'évaluation de la gouvernance locale

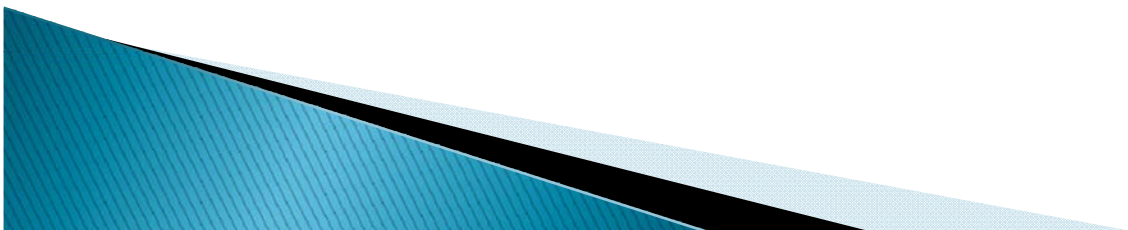
- Phase préparatoire
- Phase analytique



## Phase préparatoire:

- ❑ Recrutement de l' équipe qui procèdera à l'évaluation et l'élaboration d'un programme de travail détaillé.
- L'équipe devrait être aussi diverse que possible en termes de genre, d'âge et de milieu social. Il faut veiller particulièrement à avoir une forte présence de travailleurs communautaires.
- Le plan de travail détaillé devrait comprendre une phase de « communication des résultats ».

- ❑ Promotion des partenariats: Promouvoir et faciliter la coordination entre les différents intervenants locaux impliqués dans le processus. L'équipe devrait chercher une « sponsorship » locale.
- ❑ Conception: Définir l'étendue de l'évaluation et les domaines de concentration (dont le choix des indicateurs) et concevoir les outils dont on aura besoin pour récolter les informations sur la gouvernance.



## Phase analytique:

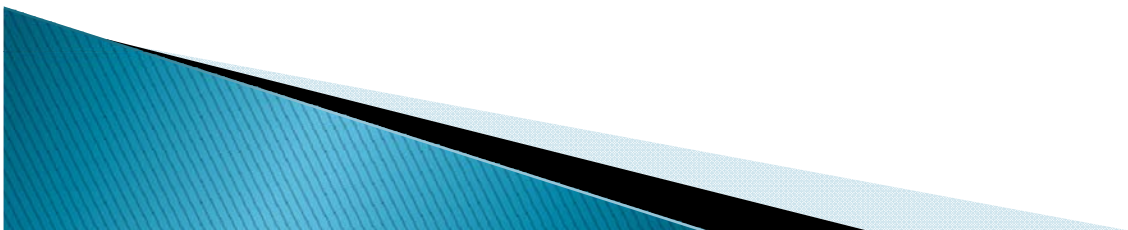
- ❑ Analyse des données : Il s'agit d'un processus qui consiste à synthétiser les données et à interpréter les résultats de façon à obtenir des conclusions. La phase analytique comprend également des discussions sur les résultats/conclusions.
- ❑ Planification et diffusion: Élaboration d'un plan d'action au travers de consultations avec les différentes parties prenantes, diffusion des résultats du travail analytique et lancement du plan d'action.

## IV. Traduire les résultats de l'évaluation en recommandations

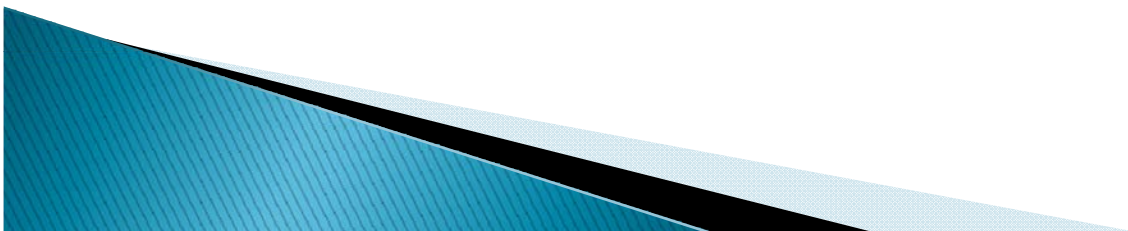
Cinq suggestions pour traduire les résultats de l'évaluation en recommandations pour améliorer la gouvernance locale peuvent être proposées :

1. Recenser les priorités les plus urgentes afin d'améliorer la gouvernance locale et rédiger des recommandations qui permettent de résoudre les problèmes les plus pressants dans une perspective à très court, moyen et long terme.
2. Isoler les aspects de la gouvernance locale dont les autorités et fonctionnaires municipaux peuvent s'occuper eux-mêmes et ceux qui requièrent l'intervention d'autres parties prenantes (comme des responsables nationaux ou régionaux).

3. Partir des atouts recensés au cours de l'évaluation et ne pas se focaliser uniquement sur les carences qu'elle a révélées ou mises à jour.
4. Trier les problèmes qui requièrent des changements institutionnels importants, ceux qui ont à voir avec des personnalités ou des individus et ceux dont la solution réside dans un changement d'orientation.



6. Esquisser une démarche à suivre pour que ces étapes se déroulent selon un calendrier donné (en commençant par les questions les plus cruciales tout en élaborant une approche à long terme) et recenser des méthodes pour suivre leur progrès.





**Merci de votre attention**

